

### Dossier 3 : Revenus du travail, inégalités et pauvreté

**1) Expliquer les différences entre le salaire direct et le salaire indirect, entre le salaire de base et les autres formes de rémunération, entre le salaire minimum et le salaire moyen. Comment a évolué l'écart entre ces deux derniers ?**

On distingue salaire direct et salaire indirect. Le salaire direct est celui qui permet de consommer tout de suite.

L'ensemble des cotisations payées est du salaire indirect car elles alimentent les caisses de la protection sociale, les salariés au chômage perçoivent des indemnités du salaire indirect issus de leurs cotisations antérieures, de même pour les retraités; c'est l'idée d'un "salaire pour plus tard". Cela renvoie à la différence entre le salaire super-brut (inclut toutes les cotisations) et le salaire net. Le salaire brut lui comprend les cotisations salariés.

salaire direct → salaire net

salaire indirect → salaire super brut

Les cotisations permettent d'avoir droit à des prestations sociales lors de risques sociaux. On parle de la protection sociale → Protéger de manière collective les individus des risques sociaux. Ces derniers sont des événements qui peuvent arriver à n'importe qui; d'où le côté collectif; qui ont pour conséquence de diminuer les revenus et/ou d'augmenter les dépenses des individus.

Il y a deux logiques de protection sociale.

Le modèle de l'assistance Beveridgien, on doit aider tous les citoyens. Le financement doit être fait par tous les citoyens (impôt). Le système beveridgien est financé par l'impôt, c'est le modèle libéral ou universel (dans les pays scandinaves).

L'autre logique est la logique de l'assurance, on aide ceux qui se sont assurés contre ce risque en s'assurant. Ceux qui n'ont pas cotisé ne sont pas assurés. C'est sur le modèle Bismarckien que l'on s'inspire en France en 1945. Pour être protégé contre les risques, on doit donc travailler.

En France, on a introduit dans les années 1990, un financement par l'impôt (CSG). Aujourd'hui, on sait que la France n'est pas complètement bismarckienne, on fait évoluer son système dans lequel on a ajouté de l'assistance.

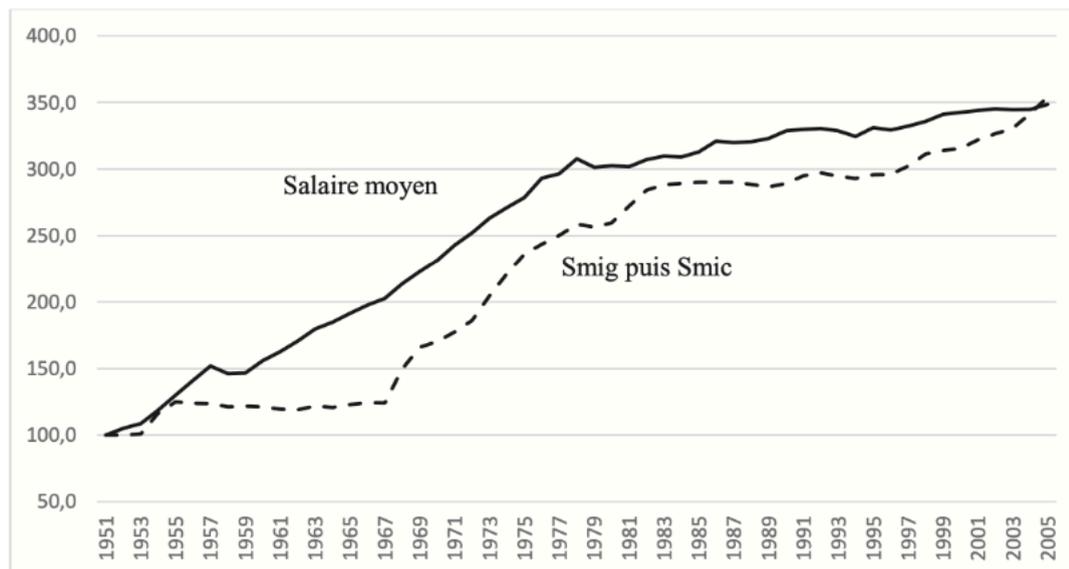
En France, les cotisations totales représentent 82% du salaire net (en moyenne). Autour du SMIC, c'est seulement 35%, beaucoup de politiques (libérales) consistent à diminuer les charges sur les bas salaires.

Le salaire de base ne prend pas en compte les avantages (exemples : tickets resto, voiture de fonction...), les gratifications, les primes éventuelles... De plus, il concerne uniquement les salariés, c'est le salaire conclu dans le contrat entre un employeur et son salarié, il est fixe. Par exemple, les professions libérales n'ont pas un salaire de base mais des revenus mixtes.

Le salaire minimum a pour principe d'imposer aux entreprises un plancher afin d'éviter des contrats à faible rémunération (plus faible que ce plancher); le salaire ne descend pas en dessous d'un certain seuil (pour des raisons sociales/économiques). En France, le salaire minimum est garanti par le SMIC. Finalement, tous les emplois peu qualifiés vont être rassemblés autour du salaire minimum. Il a été mis en place en 1950, le but était de relancer la consommation et donc la croissance économique. On est passés du SMIG en SMIG car on prend en compte l'évolution du salaire moyen.

Le salaire moyen est une moyenne des salaires de l'ensemble de la population considérée.

Graphique 11. Évolution des salaires sur longue période, France, 1951-2005



Champ : salariés à temps complet des DADS.

Note de lecture : évolution des salaires nets mensuels, en euros constants, base 100 en 1951.

Source : Insee, déclarations annuelles de données sociales (DADS).

On remarque d'après ce graphique que, depuis 1951, l'évolution du salaire moyen a été plus importante (déconnexion entre les deux) jusqu'à l'instauration du SMIC (qui a remplacé le SMIG). Le SMIG stagnait alors que le salaire moyen augmentait, le salaire minimum décroche et pour des raisons de justice, on indexe (à partir de 1970 avec la création du SMIC) le salaire minimum au salaire moyen. En effet, on constate un certain rattrapage de l'évolution du salaire minimum à partir de la fin des années 1970. En 2005, le salaire moyen et le salaire minimum ont augmenté d'environ 250% depuis 1951. Les écarts entre salaire minimum et salaire moyen ont tendance à se résorber au fil de ces dernières décennies.

## 2) Quels sont les instruments qui permettent de mesurer les inégalités de salaire ? Comment ont évolué ces inégalités ?

Les différents instruments de mesure des inégalités de salaire :

- **Distribution des salaires** → sur un graphique, on peut voir le montant du salaire et combien de personnes en France touchent ce salaire là.

Aujourd'hui, il y a plus de bas salaires que de salaires très élevés. Cela renvoie à l'idée de la polarisation du travail (cf dossier 2).

Graphique 10. Distribution des salaires mensuels nets en équivalent temps plein, France, 2016



*Champ* : France, salariés en équivalent temps plein du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.

D'après le graphique ci dessus, on voit que la distribution des salaires mensuels en équivalent temps plein. Elle est assez asymétrique, ce n'est pas une droite, courbe assez plate jusqu'à D6 et commence à être plus pentue à partir de D7/D8. Entre le décile D1 et D7, il y a 1 100 euros d'écart (c'est peu). Il y a une véritable progression à partir de D7. Entre D7 et D9, il y a 1 300 euros d'écart. Les écarts à l'intérieur de D9 sont très importants.

Le rapport interdécile

- **La moyenne des salaires.**

Aujourd'hui, la moyenne des salaires français est de 2 238 euros. Mais cela ne nous dit rien sur la distribution des salaires. On se doute que peu de gens atteignent cette moyenne.

- **Le salaire médian.**

Il coupe la population en deux parts égales : la moitié des français gagne plus et la moitié gagne moins. En France, il est de 1 789 euros.

- **Décile.**

Les déciles partagent la population en 10 sous population de part égale. On regarde ensuite les salaires qui séparent ces populations en 9 seuils.

D1 → salaire plafond des 10% les moins rémunérés, donne une image des bas salaires.

D9 → salaire plancher des 10% les mieux rémunérés. 90% de la population gagne moins.

Le rapport interdécile D9/D1 nous permet de voir l'écart entre ces deux seuils. Il met en évidence les écarts entre les plus riches et les moins riches.

Tableau 5. **Rapport interdécile (D9/D1) pour 13 pays de l'OCDE, 2000 et 2017**

	2000	2017
Australie	3,01	3,20
Autriche	3,23 (2004)	3,22
Belgique	2,37	2,41 (2016)
Danemark	2,36 (2002)	2,56
France	2,93 (2002)	2,81 (2014)
Allemagne	3,03	3,33
Italie	2,22	2,25 (2016)
Japon	2,98	2,83
Pays-Bas	2,76 (2002)	3,02 (2014)
Espagne	3,44 (2002)	3,12 (2014)
Suède	1,98	2,12
Royaume-Uni	3,46	3,42
États-Unis	4,49	5,07
Moyenne OCDE	3,37	3,39

*Note* : le calcul se réfère aux salaires bruts mensuels à temps plein. L'année la plus proche a été mobilisée lorsque les données n'étaient pas disponibles pour 2000 ou 2017.

*Source* : OCDE, site Internet.

Aux USA, ils ont le niveau le plus élevé. Les 10% les plus riches ont un salaire 5 fois plus élevé que les 10% les moins riches.

Rapport interdécile faible → compression des salaires.

Critiques → Avec les rapports interdéciles, on ne tient pas compte du temps de travail. On fait des calculs sur une base à temps plein. On peut recalculer en prenant en compte les temps partiels. Il y a des pays dans lesquels le rapport interdécile va se dégrader, c'est le cas de la France, ou encore de l'Allemagne. Si on considère le temps de travail, les choses changent. On tient compte des temps pleins mais aussi des temps partiels ou ceux qui ne travaillent qu'une seule partie de l'année.

#### - Courbe de Lorenz et coefficient de Gini

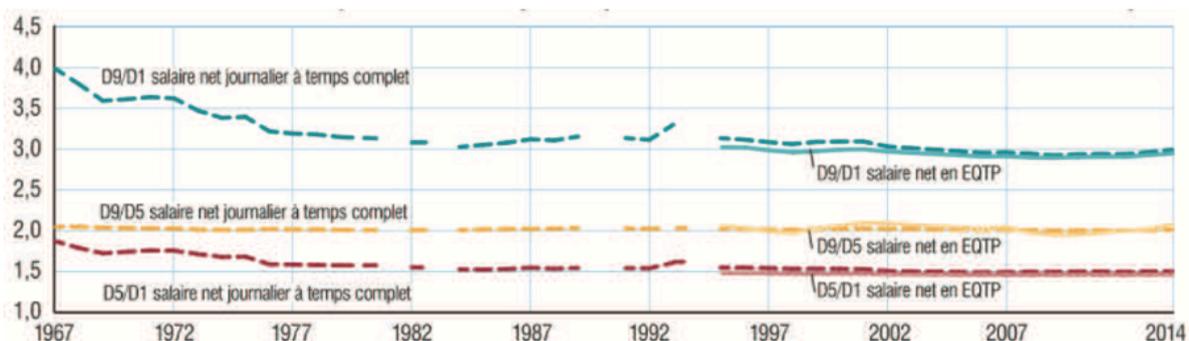
Le coefficient de Gini, c'est une mesure synthétique du degré d'inégalité de la distribution des salaires dans une société donnée, variant de 0 à 1, où :

- 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même salaire/revenu).
- 1 signifie l'inégalité parfaite (une personne a tout, les autres n'ont rien).

Entre 2006 et 2011, le Gini de la France a augmenté de 0,346 à 0,365. C'est un indice relativement faible comparé à d'autres pays européens.

#### - Évolution dans le temps des déciles

Graphique 12. Évolution des inégalités de salaires sur longue période, France, 1967-2014



*Champ* : France métropolitaine jusqu'en 2001, France hors Mayotte à partir de 2002 ; ensemble des salariés du secteur privé et des entreprises publiques, hors salariés agricoles et apprentis, stagiaires, hors salaires versés par des particuliers employeurs.

*Note* : « EQTP » signifie « équivalent temps plein » ; 1981, 1983, 1990 : données non produites ; 1994 : rupture de série ; 2002-2006 : évolutions lissées.

Source : Insee, déclarations annuelles de données sociales (DADS), repris de Insee [2017].

En équivalent temps plein, on observe une baisse de D9/D1 qui s'explique principalement par la baisse de D5/D1

Si on tient compte du temps de travail, on n'a pas la même tendance, on a une augmentation de D9/D1.

Globalement, on a une baisse des inégalités de salaires françaises.

Toutes les personnes qui ont un salaire (net en équivalent temps plein du secteur privé et des entreprises publiques) supérieur à 1789 euros, font partie des 50% les plus riches de la population.

5% de la population gagne plus de 4668 euros.

1% de la population gagne plus de 8 629 euros.

Les inégalités salariales sont plus importantes dans le haut de la distribution que dans le bas car dans le bas de la distribution, les écarts sont faibles.

### 3) Qu'est-ce qu'un travailleur pauvre ? Comment la pauvreté laborieuse a-t-elle évolué ? Pourquoi l'emploi ne protège pas toujours contre la pauvreté ?

La notion de pauvreté est complexe, la définition n'est pas que matérielle. C'est un manque de ressources en général, pas seulement matérielles.

En Europe, la notion de travailleur pauvre est apparue seulement au début des années 2000.

Quand on parle de travailleurs pauvres, on doit d'abord définir ce qu'est un travailleur.

La catégorie des travailleurs n'est pas simple à définir, on a plusieurs définitions :

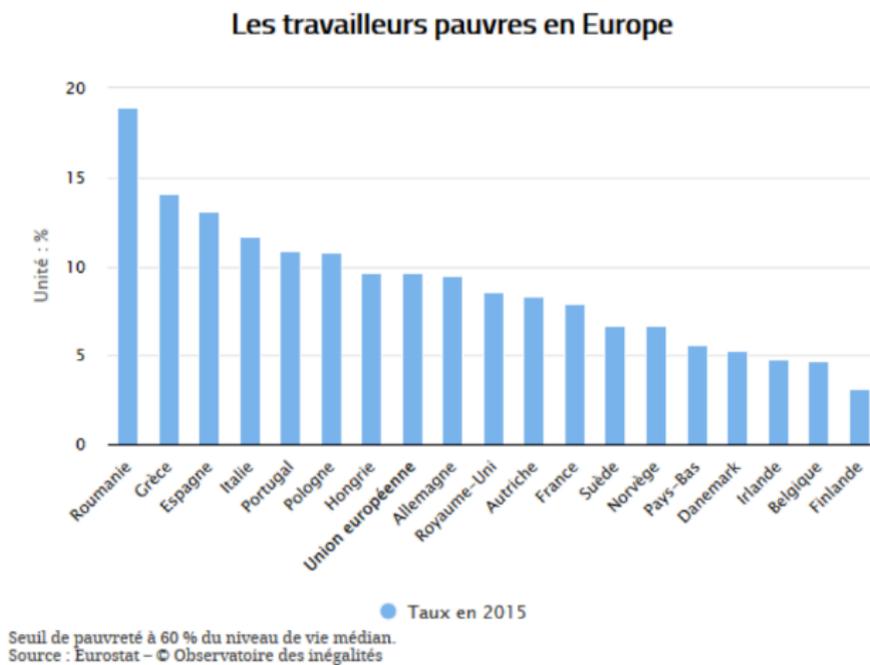
- D'après L'INSEE ce sont les personnes présentes sur le marché du travail au moins 6 mois mais il faut avoir occupé un emploi pendant, au moins, un mois. Quelqu'un au chômage pendant 6 mois n'est pas considéré comme travailleur.
- D'après Eurostats : définition encore plus restrictive, ce sont les personnes qui ont occupé un emploi au moins 7 mois au cours de l'année. Les personnes qui ne travaillent que 6 mois ne sont pas considérées comme des travailleurs. Il faut être en emploi durant l'enquête.

Un travailleur pauvre est un travailleur qui vit au sein d'un ménage pauvre. La catégorie de travailleur pauvre repose sur une globalisation/mutualisation du revenu au niveau du ménage, on ne tient pas compte du revenu individuel du travailleur.

Un ménage pauvre c'est un ménage dont le niveau de vie est inférieur à un certain seuil. Ce seuil est relatif au niveau de vie médian : 60% du niveau de vie médian (norme européenne). En France, c'est 50%.

Avant 2008, la baisse de la population pauvre est relativement faible, elle diminue seulement de 4,2% en 5 ans alors qu'on a un très bon contexte économique, le nombre de chômeurs baisse de 30%, l'emploi augmente... problématique de diminution des travailleurs pauvres alors qu'on a un contexte économique très favorable. En période, c'est bien-sûr plus compliqué.

Depuis les années 1990, en France, nous ne pouvons pas dire qu'il y a eu un repli du nombre des travailleurs pauvres.



On observe de fortes disparités entre les pays pauvres (exemple : en Roumanie, ils représentent environ 18% des travailleurs) où ils sont sur représentés et les pays nordiques (exemple : en Finlande, ils représentent 3% des travailleurs) où ils sont sous représentés.

<b>Les travailleurs pauvres en Europe</b>			
<b>Unité : %</b>			
	<b>Taux en 2005</b>	<b>Taux en 2010</b>	<b>Taux en 2015</b>
Roumanie	n.d.	19,1	18,9
Grèce	13,8	11,9	14,1
Espagne	10,1	10,9	13,1
Italie	9,0	11,0	11,7
Portugal	11,2	10,3	10,9
Pologne	12,8	11,1	10,8
Hongrie	6,8	6,2	9,6
<b>Union européenne</b>	<b>8,1</b>	<b>8,8</b>	<b>9,6</b>
Allemagne	5,5	7,7	9,5
Royaume-Uni	7,8	7,9	8,6
Autriche	6,4	7,6	8,3
France	6,0	7,6	7,9
Suède	7,4	7,5	6,7
Norvège	6,1	5,6	6,7
Pays-Bas	4,4	5,4	5,6
Danemark	4,5	6,3	5,3
Irlande	6,2	5,6	4,8
Belgique	4,1	4,2	4,7
Finlande	4,5	3,9	3,1

Seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian.

Source : Eurostat – © Observatoire des inégalités

En évolution, en 10 ans, entre 2005 et 2015, le taux de pauvreté des travailleurs a augmenté en Europe (il représente quasi 10% en 2015) et a augmenté de 1,5 point entre 2005 et 2015.

Cette évolution moyenne masque des disparités entre pays, tous les pays n'ont pas les mêmes évolutions. La propension de pauvres parmi les personnes en emploi a diminué notamment dans le nord de l'Europe (Finlande, Irlande, Suède, Norvège) et par contraste, on enregistre une hausse dans certains pays (France, Italie, Hongrie, Allemagne).

L'évolution est globalement mauvaise.

### Les causes de son évolution :

- Le développement du travail à temps partiel, faible durée du travail

<b>Taux de travailleurs pauvres en Europe selon la durée du travail</b>					
	<b>2005 en %</b>	<b>2010 en %</b>	<b>2015 en %</b>	<b>Évolution 2005-2015 en points</b>	
Travailleurs à temps partiel	11,5	13,5	15,8	+ 4,3	
Travailleurs à temps plein	7	7,4	7,8	+ 0,8	

Seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian.

Source : Eurostat – © Observatoire des inégalités

Les travailleurs à temps partiel ont plus de chance d'être des travailleurs pauvres que les travailleurs à temps plein.

- Le développement des emplois dont la rémunération est proche du SMIC, notamment en raison des dispositifs Balladur de 1993 pour l'exonération des cotisations patronales sur les bas salaires qui ont incité les employeurs à embaucher des salariés (peu qualifiés) rémunérés au salaire minimum.
- Le développement des CDD, emplois instables/précaires.

<b>Taux de travailleurs pauvres en Europe selon le type de contrat</b>				
	<b>2005 en %</b>	<b>2010 en %</b>	<b>2015 en %</b>	<b>Évolution 2005-2015 en points</b>
Travailleurs en contrat précaire	11,7	13,8	16,3	+ 4,6
Travailleurs en contrat à durée indéterminée	4,4	5,5	5,8	+ 1,4

*Seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian. Lecture : 16,3 % des travailleurs en contrat précaire sont pauvres en 2015.*

*Source : Eurostat – © Observatoire des inégalités*

Les travailleurs qui occupent un emploi précaire ont plus de chance d'être des travailleurs pauvres que les travailleurs qui occupent un CDI.

En plus des problèmes de politiques publiques de l'emploi, on assiste à un problème social qu'est le développement grandissant des familles monoparentales (une seule personne qui assure le revenu du ménage).

<b>Taux de travailleurs pauvres en Europe selon le type de ménage</b>				
	<b>2005 en %</b>	<b>2010 en %</b>	<b>2015 en %</b>	<b>Évolution 2005-2015 en points</b>
Personnes seules	9,6	12,3	13,9	+ 4,3
Familles monoparentales	17,6	19,7	21,7	+ 4,1
Couples sans enfants à charge	6,1	7,1	8,2	+ 2,1
Couples avec enfants	10,1	10,7	11,2	+ 1,1

*Seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian.*

*Source : Eurostat – © Observatoire des inégalités*

Dans les statistiques, on remarque une certaine corrélation positive entre le niveau du chômage et le nombre de travailleurs pauvres. En effet, dans des périodes de reprise économique ou des emplois sont créés et que le chômage tend à se résorber, le nombre de travailleurs pauvres diminue. Entre la fin des années 1990 et 2001, on observe une baisse (4,2% pour la définition nationale et 5,1% pour la définition européenne) mais, le nombre chômeurs a diminué de plus de 30% sur la même période, et la création d'emplois a dépassé les 15%. Même si l'emploi a beaucoup évolué, le nombre de travailleurs pauvres reste conséquent. Ce type de pauvreté laborieuse n'explique pas le fait que certains travailleurs sont en emploi toute l'année mais sont pourtant travailleurs pauvres. Ainsi, on ne peut pas conclure sur le fait que l'emploi protège contre la pauvreté.

#### 4) Quelles solutions ont été mises en place pour limiter la pauvreté laborieuse ?

Depuis la fin des 1990's, certains pays européens dont la France ont tenté des réformes afin de diminuer la population de travailleurs pauvres, notamment en favorisant l'accès à l'emploi (ex : "prime pour l'emploi" en 2001).

Mais, malgré ces réformes, la pauvreté laborieuse persiste et se pose la question de l'efficacité de ces réformes. Doit-on en envisager d'autres ?

Selon **Yannick L'Horty**, on doit améliorer la situation des travailleurs à bas revenu.

Pour cela, on peut citer l'exemple du RMI (Revenu Minimum d'Insertion) ou encore du RSA (Revenu de Solidarité Active) mis en place en 2009. C'est une politique d'activation.

Le RMI était critiqué car on ne fait que donner une allocation à des personnes, c'est une allocation en échange de "rien", c'est une désincitation à l'emploi (assistanat pour certains politiques).

Le RSA est un complément de revenu qui a pour objectif d'assurer un revenu supérieur au seuil de pauvreté, il tient compte de la composition familiale et des revenus du ménage pauvre.

Mais, cette solution a une limite. Avec un revenu de subsistance, les individus ne sont pas encouragés à trouver un emploi moins précaire, c'est une forme de désincitation pour une minorité d'individus.